

LA QUOTIDIENNETÉ, ÉTALON DE NOS LUTTES

Fabien EBOUSSI
Boulaga est un philosophe camerounais. Il a notamment publié « Les conférences nationales en Afrique noire. Une affaire à suivre », Paris, Karthala, 1993.

Quels sont, selon vous, les éléments constitutifs de la démocratie ?

Fabien Eboussi Boulaga – Elle est une aspiration à plus de liberté, à plus de moyens pour exercer cette liberté. C'est la possibilité de saisir toutes les opportunités qui permettent à chacun de réaliser ses rêves individuels (de famille, etc.). Cette liberté se traduit par toute une série de libertés concrètes : liberté de se déplacer, liberté de la presse, pouvoir contredire sans être accablé. Un proverbe ouvre et ferme chaque intervention dans un débat public, chaque palabre : « Voilà ce que j'ai dit, rejetez ce que j'ai dit, ne me rejetez pas. » Sous-entendu : « Je suis un membre du corps commun, ne me rejetez pas ».

Elle suppose aussi un ensemble d'institutions démocratiques, car il faut que les choix des hommes puissent s'exprimer à travers des institutions et il faut limiter les obstacles que leurs initiatives rencontreront. Mais toute cette institutionnalisation de la liberté ne vaut qu'en un lieu donné, et non une fois pour toutes. Ces fondamentaux peuvent servir de boussole dans l'action, que vous appelez démocratie et que nous ne connaissons pas, que nous n'avons jamais vu réalisée, mais que nous voyons comme capacité de donner une opinion, de gagner sa vie comme on peut, comme on veut, sans mettre en péril les autres autour de soi.

Vous avez suivi les conférences nationales des années 1990. Que reprenez-vous de cette période ?

F. Eboussi Boulaga – Les conférences nationales étaient une utopie vivante, qui a remis en question une manière de faire commune, dans la franchise, la liberté et qui demandait à être conservée. Le plus bel exemple de succès est celui du Bénin, où la conférence nationale continue d'être une référence de comportement : Boni Yayi ne va pas s'octroyer la

Ndlr : Cet entretien a été publié dans la *Revue Projet* n°351, avril 2016.

possibilité de nouveaux mandats. Mais dans l'ensemble, les conférences nationales ont échoué. Et ce n'est pourtant pas rien que des pays aient fait une tentative. Il y eut des gens qui, le temps d'une semaine, ont pensé grandement pour l'avenir de l'Afrique et ils ont erré grandement, peut-être pris par un passé dont ils n'arrivaient pas à se dégager. Chez nous, au Cameroun, l'expérience a avorté. Ce qui a suivi n'a tenu compte ni de cette expérience, ni de son échec. Le Togo des Eyadema a, lui aussi, tenté une conférence nationale qui a été étouffée sur le champ.

Nombre de conférences nationales ont été dominées par les administrations issues de la colonisation. L'Afrique est un continent où règnent des États administratifs, comme au temps de la colonisation. L'État administratif gère la violence quotidienne pour qu'elle ne déborde pas, mais il n'a pas de projet. Ou bien, il s'agit d'un projet qui se trouve ailleurs, par exemple chez les bailleurs de fonds (Fonds monétaire international...), garants du *statu quo*, qui financent des opérations plus ou moins rentables et qui bénéficient de la protection des gouvernements. Mais il existe des héritages moins connus de ces conférences nationales. Certes, la RDC [République démocratique du Congo] n'est pas « sortie de la grande nuit », pour reprendre l'expression d'Achille Mbembe. Les élites sont très divisées. Mais aucun Congolais ne veut la partition du pays en mini-États. Le Congo veut continuer son aventure commune, malgré les souffrances des périodes précoloniale, coloniale et postcoloniale. Le sentiment d'unité mentale est réel.

Ce que je regrette, c'est qu'il n'y ait aucun moyen de reprendre l'héritage de la conférence nationale congolaise, qui était très positif. J'aurais voulu que les actes en soient rendus publics, pour inspirer certains qui cherchent à être novateurs. Ce serait un acte de salut public. Même les projets actuels de fédéralisation étaient déjà dans les débats de la conférence nationale du Congo, qui avait mobilisé beaucoup d'intellectuels. Mais aujourd'hui, il manque une conscience politique plus affirmée dans le détail des luttes et des conquêtes modernes.

Le Congo-Brazzaville a réalisé un très beau travail durant les conférences nationales, mais il s'est heurté à un seuil qu'il n'a pu franchir, comme beaucoup de conférences portées à bout de bras avec l'aide des puissances tutélaires. Les Congolais n'ont pas pu aborder certains problèmes franchement, comme celui du pétrole d'Elf. Là est la source de tous les maux ultérieurs. Il est malheureux, par ailleurs, qu'aient été admis des gens qui se sont mis à faire de la politique ancienne et à user de corruption. Lissouba et bien d'autres auraient dû être bannis. On n'a pas cru que la conférence devait marquer une rupture. Aujourd'hui, elle reste une période un peu mythique mais n'a plus de représentant visible.

Certains prétendent que la démocratie ne peut pas fonctionner en Afrique comme ailleurs, qu'il existerait une « spécificité africaine »...

F. Eboussi Boulaga – S'il y a une spécificité africaine, elle est à définir par rapport à d'autres spécificités. Je ne connais pas d'État universel, pas même en France, mais un État qui veut se fonder sur des valeurs universelles, reconnues comme telles, et réalisées dans un contexte particulier. Dès lors qu'elles sont mises en relation avec toutes les particularités, les valeurs peuvent être questionnées. Je suis Africain, je n'atteins pas l'universel, mais je le reconnais comme idée régulatrice qui doit orienter mon action et me permettre de discuter avec d'autres. Une action universelle, cela ne veut rien dire : nous agissons toujours dans des contextes. Avec la mondialisation, ce qui se passe chez nous a immédiatement un retentissement chez vous, parce que nous sommes en contact. Mais cela a un retentissement comme étant ailleurs. D'autres peuvent me demander de rendre des comptes, parce qu'ils sont en solidarité avec moi. C'est l'ensemble des perspectives particulières mises ensemble qui font l'universel. La spécificité africaine est quelque chose de très réel : elle est une perspective, un point de vue sur la totalité du réel.

Vous utilisez les philosophes occidentaux, or certains Africains considèrent qu'on leur dicte des cadres de pensée venus d'ailleurs. À partir de quelles références penser la démocratie en Afrique ?

F. Eboussi Boulaga – Si c'est de la philosophie, vous vous référez à votre propre intelligence. Vous n'empruntez que ce qui sert votre acte de pensée et de prise de position dans le monde. Je n'ai jamais éprouvé de problème à enseigner Platon, Kant, Hegel, Merleau-Ponty... Je suis content que les Africains qui n'ont pas lu ces auteurs se reconnaissent dans ce que je dis à partir de leur expérience. Ce serait une erreur de dire : « Ça c'est occidental, je ne veux pas connaître ces pensées. » Il ne s'agit pas de répéter ce qu'ils ont dit, mais de penser avec eux, contre eux, pour soi-même et pour l'avenir. De montrer ce qu'il y a chez eux de positif et de négatif. Ainsi Kant est peut-être le plus grand philosophe occidental, mais sa philosophie de la religion est simpliste, misérable face à ce que nous connaissons des religions du monde. Celui qui fait de la philosophie fait le serment de ne pas refuser la vérité, mais de la mettre à l'épreuve de son jugement et de se frotter à d'autres jugements. Et ainsi, on peut discuter même avec les plus grands.

Vous décrivez l'État postcolonial comme un prolongement du régime colonial. Quelle issue imaginer pour les nouvelles générations ?

F. Eboussi Boulaga – La plupart des gens s'adressent à ceux qui ont le pouvoir et à eux seulement. Les sociologues¹ nous rendent un grand service quand ils vont voir ceux qui n'ont pas de discours de pouvoir, ni un discours de plainte vis-à-vis du pouvoir. Au jour le jour, les gens sont à mille lieues des soucis de l'État camerounais : l'appui international, le Fonds monétaire international qu'il faut satisfaire, les investisseurs qui posent leurs conditions pour investir dans ce pays, etc. Nous surestimons d'une certaine manière l'emprise de ceux qui ont le pouvoir étatique, économique. Nous faisons comme si les gens vivaient ou mouraient de leurs interventions. Bien sûr, il en est qui meurent de leur incapacité à pourvoir aux services de santé de base, mais on peut s'en expliquer sans que la solution immédiate soit le renversement du pouvoir. Ce peut être l'organisation d'une tontine, d'une cotisation, qui résout le problème à un niveau réel mais qu'aucun politique ne peut revendiquer.

Le problème de notre couche sociale, c'est de croire qu'il ne se passe rien en dehors de ce qui se joue au niveau du pouvoir, lequel est sous l'emprise d'un certain pouvoir international. Mais il y a la vie foisonnante ! La créativité de chacun de nous déborde notre appartenance à l'État camerounais. Et elle doit obliger l'administration à tenir compte de nous.

Celles et ceux qui militent pour que les dirigeants respectent les règles du jeu politique se trompent-ils alors de combat ?

F. Eboussi Boulaga – Je ne voudrais pas que ce que je dis se réduise à un nouveau totalitarisme. D'autres points de vue existent. Mais les points de vue qui ne partent pas du discours des politiciens, du discours de La Baule [de François Mitterrand en 1990], du discours sur l'africanité [de Boumédiène en 1969 à Alger], etc., sont extrêmement légitimes. La chorégraphie de la vie quotidienne des populations que je connais pour résoudre leurs problèmes – se soigner, chercher à manger, aller à telle rencontre – vaut la peine de mobiliser notre attention. C'est en ce lieu que passe la majorité de notre temps, c'est là que doivent se manifester nos grands idéaux de liberté. Et à l'intérieur de ce va-et-vient quotidien, nous devons inventer ce qui sera pertinent pour nos quotidiennetés à venir. Ces rendez-vous de la quotidienneté méritent notre investissement pour ne pas devenir un poids tel que l'on soit harassé et incapable de penser.

1 Comme Jean-Marc ELA, par exemple, même s'il se réfère encore trop au pouvoir.

N'est-ce pas dans ce champ que s'épanouissent les plus grandes utopies ? Beaucoup de gens n'aspirent qu'à l'amélioration de leur quotidien. À nous de creuser ce que cela veut dire. La variété des quotidiens est telle qu'elle représente une richesse inépuisable. Nous ne sortirons jamais de manger, boire... de nos petites choses, disait Marx. Mais seule la classe bourgeoise croit que le quotidien, c'est la souffrance, le minimum, et que le reste, c'est la culture, la liberté. Non : la liberté d'aller et venir est la première des libertés. Il y a maintenant internet, qui est plus difficile à contrôler. Beaucoup de choses relèvent de la géographie quotidienne imposée à chacun. Chacun veut la parcourir sans trop de peine. Par les besoins élémentaires de chacun l'on peut atteindre des personnes qui sont sourdes au langage des politiques : elles seront attentives dès que l'on mettra sur une carte les lieux où elles doivent aller pour avoir accès à la santé, etc.

En même temps, un million de Burkinabés sont sortis dans la rue pour renverser Compaoré. Les gens ne rêvent pas que de satisfaire leurs besoins quotidiens...

F. Eboussi Boulaga – Je me garderai de sous-estimer le combat qu'ils mènent. Mais il y a une division des tâches. Ceux qui se battent autour de la Constitution sentent qu'il s'agit d'un combat vital. Mais on peut imaginer une société heureuse qui ait une momie comme président. Au Cameroun, on trouve tout un groupe d'hommes autour de cette momie, qui en profitent. C'est pour eux et contre eux que l'on veut l'alternance. Mais après l'alternance, tout reste à faire ! Ce combat est sérieux et doit être mené, en le remplaçant dans une trajectoire de la montée de l'humanité en chacun de nous. Cela s'incarne dans le quotidien : tant qu'il n'y a pas de quotidien humanisé, nous n'avons rien fait. ■

*Propos recueillis par Aurore CHAILLOU
et Jean MERCKAERT*